

FOCUS NIGERIA

N°1 : 1^{er} juin 2015 – 14 juin 2015

Politique

Election du Président du Sénat

Le 9 juin 2015, le Sénateur Bukola Saraki (APC), bien que toujours mis en cause aussi bien dans sa gestion des affaires publiques de l'Etat de Kwara lorsqu'il était Gouverneur tout comme dans celle de la filiale de la banque Société Générale, a été élu par ses pairs à la Présidence du Sénat, face au candidat soutenu par l'APC, le Sénateur Ahmed Lawan. Bukola Saraki, d'ailleurs donné comme favori, a bénéficié du soutien de nombreux Parlementaires du PDP. Son élection est un échec pour son principal opposant, le Sénateur de Lagos Bola Tinubu.

Par ailleurs, Ike Ekweremadu (Enugu), Président adjoint sortant (PDP) a été facilement reconduit dans ses fonctions alors qu'il était opposé au candidat officiel de l'APC, Ali Ndume (Borno).

51 Sénateurs de l'APC ont boycotté cette élection interne.

Election du *Speaker* de la Chambre des Représentants

Yakubu Dogara (Bauchi/ Bogoro/ Tafawa Balewa) (APC) a été finalement élu Speaker de la 8^{ème} Chambre des Représentants face à Femi Gbajabiamila (Lagos/ Surulere), pourtant candidat officiel de l'APC et soutenu par le Sénateur Bola Tinubu. Yakubu Dogara a bénéficié du vote des députés PDP.

Réactions aux élections des Présidents des deux Chambres

Ces élections, à l'encontre des choix de la direction de l'APC, crée une véritable crise au sein du Parti présidentiel.

Alors que le Président Buhari a rapidement annoncé qu'il travaillerait de concert avec les deux Présidents du Sénat et de l'Assemblée Nationale, et que l'ancien Vice-Président Atika Abubakar et le Gouverneur de Sokoto, ancien Speaker de la précédente Assemblée, Aminu Tambuwal, ont félicité Saraki et Dogara, l'APC a officiellement rejeté les nominations de ces derniers, via son Secrétaire National, Lai Mohammed tandis que, par la voix de l'ancien ministre du Plan de Goodluck Jonathan, le Dr. Abubakar Sulaiman, le PDP s'est félicité de ces deux nominations, ainsi que l'actuel Gouverneur (PDP) d'Ekiti, Ayodele Fayose. Le *Nigeria Labour Congress* (Kiri Mohammed) a apporté son soutien aux deux nouveaux Présidents. Tandis que Femi Gbajabiamila a officiellement reconnu sa défaite, il semble bien que le Sénateur Ahmed Lawan souhaite contester la victoire de Saraki devant le Justice nigériane.

Compte tenu de son soutien au Sénateur Saraki, Atika Abubakar pourrait faire l'objet d'une sanction par l'APC. De même, le Gouverneur de Sokoto, compte tenu de son soutien à Dogara pourrait aussi être sanctionné.

Au plan international, le Gouvernement britannique a été le premier à reconnaître officiellement la victoire de Bukola Saraki.

Accusation de crimes de guerre portée par Amnesty International contre les forces armées dans le cadre de la lutte contre Boko Haram :

Dans un rapport rendu public le 3 juin 2015, *Amnesty International* porte de graves accusations contre les forces armées nigérianes et ses responsables dans le cadre de la lutte contre Boko Haram, en particulier concernant l'usage répandu de la torture et des exécutions extrajudiciaires.

Ainsi l'ONG affirme que :

- Plus de 20 000 personnes ont été arrêtées par les militaires depuis 2009 ;
- Plus de 7 000 personnes ont trouvé la mort durant leur détention depuis mars 2011 ;
- Plus de 1200 personnes ont été tués lors d'exécutions sommaires ou extrajudiciaires.

Sont particulièrement mis en cause, sur le théâtre d'opérations, le Major Général John A.H. Ewansiha, le Major General Ahmadu Mohammed, le brigadier général Austin O. Edokpayi et le Brigadier General Rufus O. Bamigboye. De plus, de par leurs fonctions sont aussi visés : Général Azubuikwe Ihejirika, ancien Chef d'Etat-Major de l'Armée de Terre, le Vice-Amiral Ola Sa'ad Ibrahim, ancien Chef d'Etat-Major de la Marine, l'Air Chief Marshal Alex Badeh ancien Chef d'Etat-Major des Armées et le Lieutenant General Kenneth Minimah, Chef d'Etat-Major de l'Armée de Terre.

Réactions aux accusations d'Amnesty International contre les forces armées

Alors que le Président Buhari souhaite qu'une enquête soit lancée par le ministre de la Justice lorsque ce dernier aura été nommé, différents groupes Igbos ont menacé le pouvoir fédéral de représailles si le général Minimah, chef d'état-major de l'armée de Terre d'éthnie Igbo, était inquiété.

Visite du Président Buhari au Niger

Le 3 juin, le Président Buhari a rencontré son homologue nigérien, Mahamadou Issoufou. Les discussions ont porté sur la lutte contre Boko Haram et la question des réfugiés (estimés à 150 000 déplacés au Niger). Une nouvelle fois, le Président Buhari a déclaré que l'éradication des islamistes était sa principale priorité et que la relocalisation du commandement militaire d'Abuja à Maiduguri perdurait jusqu'à la victoire finale sur Boko Haram. Le Président Buhari a aussi fait part de son intention d'intensifier la coopération régionale contre l'immigration illégale et les trafics d'êtres humains, tout comme la lutte contre la prolifération des armes légères, le Niger étant considéré comme une plaque tournante pour ces activités.

Visite du Président Buhari au Tchad

Le 4 juin, le Président Buhari s'est entretenu avec Idriss Deby. Sans surprise les discussions ont porté sur la lutte contre Boko Haram au niveau régional, mais au travers d'une implication plus grande de la *Multi-National Joint Task Force* (MNTJF) dont les capacités opérationnelles devraient être renforcées.

A cette occasion, le Président nigérian s'est aussi entretenu avec le Major Général Tukur Buratai (de nationalité nigériane), nouvellement nommé à la tête de la MNTJF (dont les membres participants sont le Nigéria, le Niger, le Tchad et le Cameroun, avec le Bénin en tant que membre associé et dont le QG est dorénavant à N'Djamena). Auparavant, ce dernier a commandé l'école d'Infanterie, la 2^{ème} Brigade et l'opération Pulo Shield.

Invitation du Président Buhari au G7

A l'invitation de la Chancelière allemande, le Président Buhari s'est rendu au dernier sommet du G7 où il s'est entretenu avec les Présidents américain et Français, ainsi qu'avec les Premiers ministres britannique et canadiens. Les discussions ont porté essentiellement sur le développement de la coopération en matière de lutte contre Boko Haram, tandis que le Président Buhari a rappelé son intention d'intensifier la lutte contre les islamistes. Le Président Buhari souhaite en particulier un renforcement de la coopération dans le domaine du renseignement, notamment en ce qui concerne les liens éventuels entre Boko Haram et l'Etat Islamique alors que cette dernière organisation terroriste a récemment déclaré pouvoir faire transiter un engin nucléaire à destination des Etats-Unis via le Nigéria.

Le Président Buhari était notamment accompagné du Gouverneur de Borno, Kashim Shettima, de Babatunde Fashola, ancien Gouverneur de Lagos et du général (er) Abdulrahman Dambazau, ancien chef d'Etat-Major de l'armée de Terre sous Goodluck Jonathan. Ils ont retrouvé sur place Kayode Fayemi, ancien Gouverneur d'Ekiti, arrivé en avance pour préparer le déplacement présidentiel.

Rencontre des chefs d'Etat-Major des pays de la région du Lac Tchad et du Bénin

Le 9 juin 2015, faisant suite aux déplacements du Président Buhari au Niger et au Tchad, les chefs d'Etat-Major du Nigéria, du Tchad, du Niger, du Cameroun et du Bénin se rencontrés à Abuja. Les discussions ont porté sur la nouvelle définition des missions de la MNTJF dans le cadre de la lutte contre Boko Haram au niveau régional et la préparation du sommet extraordinaire des Chefs d'Etats de la Commission des Pays du Lac Tchad du 10 juin.

Sommet d'Abuja relatif à Boko Haram

Le 10 juin, à l'invitation du Président Buhari, les Présidents Idriss Deby, Mahamadou_Issoufou et Boni Yayai, ont personnellement assisté au sommet régional consacré à la lute contre Boko Haram tandis que le Président Paul Biya était représenté par son ministre de la Défense, Mebe Ngo'o Edgard Alain. A cette occasion, le Président nigérian a indiqué qu'il communiquerait prochainement la liste des besoins logistiques (en particulier en matière d'équipements létaux) des forces armées nigérianes aux pays du G7 (le Tchad et le Niger devraient faire de même).

Conduite des opérations coalisées contre Boko Haram

En dépit de l'opposition initiale des autres chefs d'Etats des pays de la Conférence du Lac Tchad (qui souhaitaient un commandement tournant tous les six mois), le Président Buhari a réussi à imposer que le commandement de l'ensemble des forces engagées dans la lutte contre Boko Haram dans la région soit confié en permanence à un officier général nigérian. Le poste d'adjoint à la force multinationale tournera tous les ans, alternativement au profit du Tchad et du Cameroun. Ces opérations seront conduites sous l'égide de la MNTJF, qui sera dotée d'un budget supplémentaire de 30 millions d'USD. En parallèle, un plan de développement en faveur des populations défavorisées de la région du lac Tchad sera aussi mis en place.

En plus du soutien des pays du G7, celui l'Union Africaine sera aussi recherché, tout comme celui des Nations-Unies afin, notamment, de fournir un cadre légal aux opérations de la MNTJF contre Boko Haram.

Corruption : abandon des charges contre l'ancien Gouverneur Sylva

A la surprise générale, les accusations de fraude (pour un montant de plus de 2 milliards de Nairas) qui visaient l'ancien Gouverneur de l'Etat de Bayelsa, Timipre Sylva, aujourd'hui considéré comme un des plus fervents alliés du Président Buhari dans la région Sud/Est, ont été abandonnées par le ministère Public.

De même, une autre affaire lancée par l'agence de lutte contre la criminalité financière EFCC, a été abandonnée par la justice nigériane : aux côtés de Francis Okokwo, de Gbenga Balogun, et de Samuel Ogbuku, le Gouverneur Sylva était accusé de détournements de fonds pour un montant de 19,2 milliards de Nairas (entre 2009 et 2012) via l'utilisation des compagnies Marlin Maritime Limited, Eat Catering Services Limited, et Halloween-Blue Construction and Logistics Limited.

L'ancien Gouverneur PDP de l'Etat de Niger accusé de détournement de fonds publics

Le nouveau Gouverneur (APC) de l'Etat de Niger, Abubakar Bello, accuse son prédécesseur, Babangida Aliyu (PDP) de s'être attribué, sous la forme d'un prêt à la fin de son mandat, la somme de 2,92 milliards de Nairas.

Criminalité financière : le Sénateur (PDP-ex APC) Ali Modu Sheriff entendu

Alors qu'il avait déjà été longuement entendu la veille, le Sénateur Ali Modu Sheriff a été de nouveau auditionné le 4 juin dernier, pendant 7 heures, par l'EFCC, au sujet de sa gestion de 300 milliards de Nairas lorsqu'il était Gouverneur de l'Etat de Borno.

Criminalité financière : l'ancien Gouverneur (APC) d'Adamawa entendu par l'EFCC

Après être rentré de l'étranger (le 30 mai dernier) où il avait trouvé refuge, Murtala Nyako, ancien Gouverneur (APC) destitué localement a été entendu le 1^{er} juin par l'EFCC au sujet des accusations de malversations et de détournements de fonds publics (pour un montant de 15 milliards de Nairas) qui pèsent sur lui et son fils. Agé de 73 ans, il est ressorti libre après 10 heures d'interrogatoire compte tenu de son âge et de son état de santé..

Mise en cause de l'ancien Gouverneur PDP d'Akwa Ibom dans sa gestion

Godswill Akpabio, qui a gouverné l'Etat d'Akwa Ibom durant huit ans est publiquement mis en cause dans sa gestion des fonds publics durant ses deux mandats en tant que Gouverneur par Leo Ekpenyong, un juriste et activiste d'Abuja. Ce dernier accuse notamment l'ancien Gouverneur d'avoir illégalement utilisé la compagnie pétrolière nigériane Nestoil pour acquérir 10% des parts de la société de construction Julius Berger ainsi que pour la construction de 25 immeubles à Lagos. Ekpenyong reproche aussi à l'ancien Gouverneur la construction d'une résidence en Akwa Ibom d'un montant de 7,5 milliards de Nairas et l'acquisition de biens immobiliers au Ghana, au Royaume-Uni et à St. Kitts & Nevis Island. Il accuse aussi un cadre de Shell/SPDS, Emem Akpabio, d'enrichissement frauduleux, tout comme Emmanuel Inyangetor, ancien secrétaire personnel du Gouverneur Akpabio.

Akpabio est aussi publiquement accusé d'avoir financé les manœuvres qui ont conduit à la destitution du Gouverneur Nyako (APC/Adamawa).

L'ancien responsable de la police sous le coup d'une enquête pour détournement de fonds publics

L'ancien chef de la Police, Mike Okiro, et actuellement Président de la *Police Service Commission* (PSC) fait l'objet d'une enquête de l'*Independent Corrupt Practices and Other Related Offences Commission* (ICPC) relative à la disparition de 275,5 millions de Nairas de fonds publics. Il est aussi accusé de détournement de fonds pour un montant de 350 millions de Nairas du bureau du *National Security Adviser* en 2015.

Rivers : la gestion de Rotimi Amaechi sous le coup d'une enquête locale

Comme il l'avait annoncé, le nouveau Gouverneur Nyesom Wike (PDP) a lancé une vaste enquête locale concernant la gestion financière et immobilière de son prédécesseur, Rotimi Amaechi, accusant ce dernier de détournements de fonds publics et d'attribution frauduleuse de terrains publics. A cette fin, l'intégralité des comptes publics des 18 derniers mois font l'objet d'un audit interne.

APC : mise en cause d'un responsable local pour détournement de fonds

Anike Nwoga, Vice-Président de l'APC pour la zone d'Enugu/Est a été entendu par la police du fait des accusations de détournement de fonds de la campagne électorale sénatoriale.

Mise en cause de deux fonctionnaires du bureau du Contrôleur Général des Finances

A la suite d'une enquête de l'EFCC, Dogonyaro Audu et Yahaya Ayodeji, du bureau de l'*Accountant General* seront traduits devant la Justice nigériane pour malversations et corruption dans l'attribution de marchés dans le cadre de la mise en place du projet de la Réforme Economique et de la Gouvernance (sic : *Economic Reforms and Governance Project Contract*)

Ralliement à l'APC du général (er) Mohammed Buba Marwa

Mohammed Buba Marwa, ancien Gouverneur militaire de Lagos et de Borno, a, dix jours après avoir quitté le PDP, rallié l'APC avec plusieurs milliers de sympathisants l'APC de l'Etat d'Adamawa.

Salaires du Président et du Vice-Président

Selon la *Revenue Mobilization Allocation and Fiscal Commission*, les émoluments mensuels du Président Buhari et du Vice-Président Osinbajo s'élèveront respectivement à 3 514 705 Nairas et à 3 031 572,50 Nairas.

Dans le même temps, la *Revenue Mobilisation Allocation and Fiscal Commission*, s'est lancée dans l'audit des rémunérations des responsables publics, en particulier des Députés et des Sénateurs.

Chantage contre la NNPC

Le Président du Goodluck Support Group, Aminu Abubakar, a été placé en détention provisoire pour avoir tenté de faire chanter la NNPC en menaçant celle-ci de divulgation de documents compromettants si la somme de 25 millions de Nairas ne lui été pas versée.

Economie

Adoption de la *Petroleum Industry Bill* par la Chambre des Représentants

Le 4 juin, la veille de la fin de la 7^{ème} Législature, la Chambre des Représentants, quasi vide (47 députés présents sur 360) a adopté la *Petroleum Industry Bill*. La séance était dirigée par le *Deputy Speaker*, Emeka Ihedioha.

Cependant, cette adoption est sans effet car le texte final n'a toujours pas été approuvé par le Sénat où le projet est toujours en cours d'étude par la Commission ad-hoc.

Par ailleurs, lors de cette dernière réunion parlementaire, la 7^{ème} Assemblée a adopté 14 des textes de lois (parmi 46) approuvés la veille par le Sénat.

Dérégulation du secteur aval pétrolier : déclarations du syndicat *Pengassan*

Pour la *Petroleum and Natural Gas Senior Staff Association of Nigeria (Pengassan)*, l'arrêt du régime des subventions à l'importation des produits raffinés ne peut être sérieusement envisagé sans une augmentation des capacités locales de raffinage. De plus, l'association a réitéré son opposition à la privatisation des quatre raffineries de la NNPC.

Politisation de la pénurie nationale de produits raffinés

Alors que les importateurs de produits raffinés estiment que les sommes dues par les autorités fédérales s'élèvent dorénavant à 291 milliards de Nairas, le syndicat NUPENG rajoute que, face aux incertitudes concernant le maintien ou l'abandon du régime des subventions pour l'importation de produits raffinés, de nombreux importateurs ont décidé de conserver le stock en attendant que la position du nouveau Gouvernement soit éclaircie. De fait, de nombreux importateurs craignent un abandon du régime actuel, compte tenu des fraudes massives déjà constatées.

Dans le même temps, le dirigeant de Capital Oil, Ifeanyi Ubah, qui critique vivement le mouvement de protestation des importateurs et distributeurs de produits raffinés, prône l'abandon du système de subventions aux importations de produits raffinés.

Etat des réserves nationales de produits raffinés

Selon la *Pipeline and Products Marketing Company*, la NNPC disposerait de l'équivalent de 27 jours de réserves de produits raffinés (soit 1,1 milliard de litres d'essence).

Coût de la pénurie de produits raffinés

Selon Tony Ejikonye, Président de la Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Agriculture d'Abuja, la pénurie actuelle coûte 500 millions de Nairas par semaine aux professionnels dans la seule zone de la capitale fédérale.

Réserves fédérales de change

Les réserves fédérales de change sont passées de 29,819 milliards d'USD à la date du 18 mai 2015, à 29,35 milliards le 3 juin dernier, enregistrant une baisse de 469 millions d'USD en deux semaines.

Fragilisation du secteur bancaire

Avec un prix du brut faible, les banques nigérianes, lourdement exposées au secteur pétrolier sont considérablement affaiblies et durcissent leurs conditions de crédit. Dans ce contexte, et à titre d'exemple, Nitrend Limited a été déclarée en faillite pour une dette de 150 millions de Nairas contractée auprès de banques nigérianes (Access Bank Plc, Zenith Bank, Wema Bank, Union Bank, Unity Bank, Fidelity Bank, Mainstreet Bank, Keystone Bank, Sterling Bank, Diamond Bank, Skye Bank, Enterprise Bank, Heritage Bank, First Bank of Nigeria, United Bank for Africa, First City Monument Bank, Stanbic IBT Bank, Guaranty Trust Bank, Nigeria International Bank Limited et Standard Chartered Bank). On devrait assister à de nouvelles liquidations de sociétés débitrices, en particulier dans le secteur pétrolier et gazier (amont et aval) et la fragilisation des banques nigérianes perdurera.

A titre d'exemple, la seule First Bank Nigeria Plc a, entre 2013 et 2014, accordé pour 1465 milliards de Nairas de prêts à des compagnies pétrolières locales, à rapporter au total de 3992 milliards de Nairas de prêts accordés sur cette période.

Par ailleurs, la Banque centrale a sommé les établissements bancaires nigériens (qui détiennent un portefeuille de créances estimé entre 13000 et 14000 milliards de Nairas) de publier la liste de leurs principaux débiteurs avant le 1^{er} août prochain.

Prêt sollicité par le nouveau Gouverneur de Rivers

Compte tenu de la situation des finances publiques dans l'Etat de Rivers, le gouverneur Wike a obtenu de l'assemblée locale l'accord pour un prêt de 10 milliards de Nairas pour le financement de projets locaux d'infrastructures. Ce prêt sera accordé par la Zenith Bank et sera remboursé par les rentrées fiscales locales, notamment celles générées par la TVA.

Condamnation de Shell par la Cour Suprême

32 ans après les plaintes déposées par les communautés Obotobo, Sokebolo, Ofogbene (Ezon Burutu) et Ekeremor Zion (Ezon Ase) pour des pollutions, la Cour Suprême a condamné Shell/SPDC à payé à ces communautés de l'Etat de Delta, la somme de 30 288 681 Nairas en compensation, comme cela avait déjà été jugé en 1997.

Dépendance des exportations de brut nigérian au marché européen

Alors qu'en 2014, les exportations de brut nigérian ont été dirigées vers le marché européen, les importations chinoises et américaines ont totalement stoppé, rendant finalement les exportations nigérianes de Bonny Light tout particulièrement dépendantes de la demande européenne. Si l'Inde est devenu le premier acquéreur de brut, les Nigériens s'inquiètent de l'augmentation des importations indiennes de brut vénézuélien et s'intéressent tout particulièrement au développement des opportunités qu'offre l'Amérique du Sud.

Remise en état de la raffinerie de Port Harcourt

Selon la NNPC, les opérations de remise en état de la raffinerie de Port-Harcourt devraient prendre fin le 25 juillet prochain. Ces opérations devraient porter les capacités de raffinage de cette unité à 80% de son potentiel maximal, permettant la production quotidienne de 5 millions de litres de produits raffinés.

Sécurité/Delta du Niger

Soutien d'anciens chefs militants au nouveau gouvernement

Ateke Tom, responsable des *Niger Delta Vigilante*, a déclaré son soutien au Président Buhari.

Arrestation de membres du Movement for the Actualisation of the Sovereign State of Biafra (MASSOB)

A la suite de la manifestation du 30 mai à Owerri destinée à célébrer le *Jour du Biafra*, 62 des 68 membres du Massob arrêtés par la police de l'Etat d'Imo, ont été officiellement accusés de conspiration, d'appartenance à une organisation illégale et de troubles à l'ordre public.

Alliance entre la Niger Delta Volunteer Force et le Massob

Asari-Dobuko s'est récemment entretenu avec Ralph Uwazurike du Massob (lui aussi du groupe ijaw Egbesu), dans le gouvernorat local de Buguma Toru, Etat de Rivers. Depuis, le responsable de la *Niger Delta Volunteer Force* (NDVF) a publiquement annoncé son alliance avec le *Massob*.

Non-paiement des indemnités d'anciens militants

Le 4 juin 2015, des centaines d'anciens militants ont bruyamment manifesté à Warri (Etat de Delta) du fait du non-paiement de leurs indemnités depuis deux mois.

Demande du groupe Urhobo Gbagbako

Le groupe Urhobo Gbagbako (Etat de Delta) s'est déclaré en faveur d'une réforme du programme d'amnistie présidentielle pour les ex-militants afin prendre en compte plus d'ayant droits et de modifier la structure de la *Niger Delta Development Commission* (NDDC) afin d'augmenter les projets de développement des communautés locales.

Sécurité/Boko Haram

Le 31 mai dernier, une nouvelle explosion a frappé Maiduguri (Borno) faisant 4 blessés. Les explosifs étaient dissimulés dans des sacs de charbon de bois sur le marché de Gamboru.

Le 1^{er} juin 2015, à Biu, lors d'un contrôle de routine, un kamikaze se fait exploser à un barrage routier, sans faire d'autres victimes que lui-même.

Le 2 juin vers 13h00, alors que la ville avait déjà fait l'objet de trois attentats suicide durant le week-end, au marché aux bestiaux de Kasuwan Shanu de Maiduguri, un kamikaze tue 25 personnes. Le même jour, les abords de la capitale de Borno ont été bombardés depuis la zone de Moronti, distante de 3 kilomètres de Maiduguri.

Le 3 juin, vers 17h00, un attentat-suicide sur le marché aux poissons de Baga Road de Maiduguri fait au moins 14 tués et 20 blessés graves et un autre attentat-suicide a fait 7 morts et 8 blessés à proximité d'un atelier de mécanique et d'un barrage militaire dans le même quartier. Le même jour, à Gombe (Etat de Gombe), les forces de sécurité ont appréhendés trois artificiers soupçonnés de fabriquer des engins explosifs improvisés au profit de Boko Haram.

Le 4 juin, vers 19h45, sur le marché de Jimeta à Yola, capitale d'Adamawa, deux kamikazes ont tué 35 personnes et blessé plusieurs dizaines de personnes après avoir provoqué un attroupement. Le même jour, au moins deux terroristes ont été tués lors d'un accrochage avec les forces armées nigérianes à Shetimera (Etat de Borno).

Le 7 juin deux terroristes soupçonnés d'être responsable de l'attentat contre la *Gombe Line Transport Services* ont été arrêtés par les militaires à Gombe après de violents échanges de coups de feu.

Le 9 juin, il a été officiellement annoncé la réouverture de l'aéroport de Maiduguri au trafic civil. L'aéroport était fermé depuis l'attaque qui avait visé les installations militaires à proximité le 2 décembre 2013.

Le 10 juin, une attaque coordonnée visant cinq villages (Koshifa, Matangle, Buraltuma, Darmanti, Almeri et Burmari) dans le gouvernorat local de Damboa (Etat de Borno) a fait 37 victimes. La majorité des maisons a été incendiée et rasée.

Enlèvements

Dans la nuit du 9 juin 2015, trois inconnus armés ont enlevé à son domicile d'Ido Ekiti, un religieux nigérian, le Frère Emmanuel Akingbade, et demandent le paiement d'une rançon de 20 millions de Nairas pour sa libération. Ce nouvel enlèvement dans l'Etat d'Ekiti confirme la dégradation de la situation sécuritaire de cet Etat.

Dans l'Etat d'Ogun, trois suspects ont été appréhendés suite à l'enlèvement le 21 mai dernier d'une fillette de 11 ans à Arugudu dans le Gouvernorat d'Ado-Odo/Ota de l'Etat d'Ogun. La fillette est décédée durant sa captivité.

Zoom

***Rapport d'Amnisty International sur les forces
armées nigérianes***

(Sous format électronique)